

UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS

Rassemblement devant le siège de la Centrale

Les cadres syndicaux de l'UGTA interpellent le premier responsable de la Centrale syndicale. A l'adresse de ce dernier, ils revendiquent une «véritable écoute pour la prise en charge des préoccupations des travailleurs et travailleuses ainsi que de leurs représentants syndicaux».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Hier, lors d'un rassemblement tenu au siège de la Maison du peuple Abdelhak-Benhamouda, les syndicalistes du port d'Alger, de la Cnas, de Sonatour, de CML, de la Cnan, de la SAA, de SEAA, ou encore ceux des secteurs de la santé, du textile et cuirs, pour ne citer que ceux-là, ont appelé au «règlement des problèmes socioprofessionnels», à l'image des situations des «journaliers du port d'Alger, des navigateurs de la Cnan Maghreb Lines, des travailleurs de la Sécurité sociale ou ceux du textile et cuirs. Ces derniers, faut-il le rap-

peler, sont montés au créneau par le biais de leur fédération, en interpellant le premier responsable de l'exécutif sur la situation qui prévaut au sein de ce secteur, dont la décision de la fermeture de l'unité de fabrication des chaussures sise à Chéraga a provoqué colère et consternation.

Même sentiment exprimé par la section syndicale de l'entreprise SETO (Société des études techniques d'Ouargla) dont des syndicalistes étaient présents à ce rassemblement. Ces derniers ont saisi cette opportunité pour «soliciter le SG de l'UGTA afin d'intervenir en toute urgence pour sauver notre entreprise du complot grave ourdi contre elle, dans le but de la donner sur un plateau d'argent à l'un des privés installé à Ouargla».

De leur côté, les cadres syndicaux de l'Entreprise portuaire d'Alger, partie prenante de la Coordination nationale des syndicats des ports d'Algérie (CNSPA), ont saisi l'opportunité du ras-

semblement de ce mardi pour faire état des principaux problèmes auxquels font face les 14 000 dockers. Il s'agit, notamment, de la «décision unilatérale prise par le Conseil interministériel (CIM) en mars dernier faisant état du transfert uniquement vers les STH des équipements portuaires (remorqueurs), urgence d'équiper le port d'Oran en remorqueurs et matériels de manutention, problèmes de saturation des ports de Mostaganem et de Ghazaouet et celui des travailleurs journaliers au niveau du port d'Alger.

Les représentants syndicaux des dockers ont soulevé également la problématique «de l'absence de dialogue de concertation et la non-association de la CNSPA dans la prise de décision concernant le devenir des entreprises portuaires et des travailleurs».

A. B.

RÉALISATION DES GRANDS PROJETS PUBLICS

La Cned suit mais ne contrôle pas

Mettre en place une Caisse nationale d'équipement pour le développement (Cned), pour suivre la réalisation de l'équivalent de 2 200 milliards de dinars de grands projets publics, mais sans aucun pouvoir de contrôle et sans latitude d'intervention, est-il opportun ?

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Prévue par la loi de finances pour 2004, mise en place en 2005 et opérationnelle depuis, la Caisse nationale d'équipement pour le développement est un établissement public à caractère industriel et commercial, sous tutelle du ministère des Finances. Dotée d'un capital social de 3,8 milliards de dinars et d'un budget de fonctionnement de 150 millions de dinars, la Cned dispose d'une cinquantaine d'ingénieurs et cadres et bénéficie d'un concours de plus de 100 experts essentiellement nationaux. La finalité de la Cned, son directeur général, Farouk Chiali, l'a explicitée hier lors d'une conférence de presse.

«L'intervention de la Cned est une mission d'assistance technique au service des maîtres d'ouvrage, de suivi, et non pas de contrôle», dira-t-il.

Avancement appréciable des grands projets publics

Ainsi, cette caisse conduit avec le concours des maîtres d'ouvrage (départements ministériels des transports et des travaux publics, les ressources en eau, la santé notamment), le suivi et évaluation rétrospective des grands projets. Il s'agit des projets d'équipement d'envergure, inscrits au programme complé-

mentaire de soutien à la croissance. Des projets qui représentent l'équivalent de 2 200 milliards de dinars de deniers publics et qui, dira Farouk Chiali, «connaissent un avancement des travaux appréciable» à quelques semestres de l'échéance fixée (2009), tout en relevant la nécessité de «balayer le terrain», assurer une bonne maturation du projet et tendre à des coûts réels pour éviter des réévaluations intempestives».

En outre, la Cned suit les projets des nouvelles villes et s'intéresse au projet de la nouvelle ville de Hassi Messaoud et à celui de la Grande

Mosquée d'Alger notamment. Il s'agit, selon Farouk Chiali, «de vérifier si les objectifs fixés à l'origine de leur inscription ont été atteints, de relever les défaillances éventuelles enregistrées dans le cycle d'évolution du projet et d'améliorer, le cas échéant, les conditions de prise en charge des projets futurs».

La Cned est-elle opportune ?

Pour autant, mettre en place une telle structure, la doter de missions, objectifs et attributions (présentés en encadré), mais sans aucun pouvoir de contrôle et d'action contre la corruption et sans latitude d'intervention, est-il opportun ?

Et cela même si Farouk Chiali souligne que la Cned agit en complémentarité mais sans confusion de

rôles avec la Banque algérienne de développement (BAD). Cette caisse, selon lui, agit sur le terrain par le biais d'inspections régulières et possède les moyens de son intervention». La Cned élabore des rapports et transmet ses avis aux départements ministériels, dont le ministère des Finances, engagés dans des projets. Elle «donne son avis en amont et ses recommandations sont appliquées systématiquement», affirmera-t-il.

En ce sens, Farouk Chiali indiquera que la Cned finalise actuellement une série de guides et manuels d'intervention en matière de maturation des projets, suivie de la réalisation et l'évaluation rétrospective.

C. B.

Missions, objectifs et attributions de la Cned :

Ces missions sont :

- accroître l'efficacité de la dépense d'équipement de l'Etat ;
- améliorer le processus d'évaluation, réalisation et suivi des grands projets d'infrastructures économiques et sociales ;
- appréciation des études de faisabilité des grands projets avant leur inscription à la nomenclature des investissements publics ;
- optimiser le coût de financement des grands projets ;
- diversifier les sources de financement.

Les objectifs de la Cned :

- assister les institutions de l'Etat dans le processus

de réalisation des dépenses d'investissement (conception, évaluation, suivi de réalisation) ;

- apporter aux secteurs concernés le soutien et l'assistance nécessaire dans la maturation des grands projets ;
- combler le déficit actuel en matière d'expertise et d'ingénierie financière.

Les attributions de la Cned :

- l'expertise et l'évaluation technique, économique et sociale des grands projets ;
- le suivi de la réalisation physique et financière ;
- l'évaluation rétrospective et l'assistance technique aux départements ministériels.

C. B.

CONSERVATION DES SOLS ET LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION

Les scientifiques tirent la sonnette d'alarme

De graves problèmes en matière de conservation des sols et de lutte contre la désertification sont constatés selon les spécialistes et menacent de provoquer un désastre écologique et humain en l'absence d'une mise en œuvre pragmatique des instruments d'aménagement du territoire. C'est ce qui ressort des travaux sur la conservation des sols et la lutte contre la désertification initiés dans le cadre du schéma national de conservation des sols et de lutte contre la désertification.

F. Zohra B. Alger (Le Soir) - Lors d'une journée d'étude technique relative à la problématique de conservation des sols et de lutte contre la désertification, les membres du comité technique interministériel de suivi du schéma ont assisté à la présentation pour débat des résultats de la première phase des travaux de l'étude qui en compte quatre et qui a été initiée dans le cadre du schéma de la conservation des sols et la lutte contre la désertification. L'étude démontre notamment que «les grands programmes gouvernementaux ont pour le plus part échoué sur les objectifs initiaux, irréalistes

et parfois incohérents et n'ayant pas impliqué les populations locales. C'est le cas du barrage Vert». Ainsi, selon les spécialistes, les pertes en sols sont dues en grande partie aux actions anthropiques et résultent notamment du développement désordonné de l'urbanisation et des installations industrielles au niveau de la frange littorale et des plaines telliennes. Pour ce qui est des zones du littoral, l'occupation des terres agricoles, le pillage de sable et l'urbanisation sauvage sont dénoncés. Les régions les plus touchées sont Alger, la plaine de la Mitidja, ainsi que celles d'Annaba, Mostaganem, Oran et Aïn-Temouchent. Ces agressions, expliquent les scientifiques, ne cessent de toucher à une allure terrifiante les terres à haute valeur agricole, constituant le potentiel productif de la surface agricole utile. Pour ce qui est des bassins versants telliens, l'étude démontre qu'ils sont soumis à une érosion hydrique intense, causant le comblement d'un nombre important de barrages limitant ainsi leur capacité utile et leur durée de vie. «Les parcours steppiques estimés à plus de 20 millions d'hectares et abritant près de 16 millions de têtes d'ovins connaissent, malgré les

interventions engagées par l'Etat, une dégradation alarmante des parcours et une désertification accélérée qui met en péril une économie pastorale ancestrale dont dépendent près de 4 millions de personnes», selon l'étude des chercheurs. Il s'agit, par ailleurs, de consolider, par le biais du schéma, les orientations et les lignes directrices. En outre, selon les représentants du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, les enjeux majeurs sur lesquels l'étude devra se focaliser sont la préservation du potentiel productif des sols, la protection des bassins versants, la protection des parcours steppiques et présahariens ainsi que la protection des systèmes oasiens et la mise en valeur dans le Sahara septentrional. Au terme de l'étude, le schéma devrait fournir les grandes orientations à préconiser en vue de remédier aux problèmes de conservation des sols et de lutte contre la désertification. Enfin, selon les spécialistes, les changements climatiques interviennent comme un phénomène aggravant de la dégradation des sols mais n'en sont pas la cause.

F.-Z. B.

PRODUITS SIDÉRURGIQUES

Arcelor Mittal Steel d'Annaba à l'index

Lors de la réunion organisée à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Seybouse, de nombreuses ambiguïtés ont été relevées dans les relations de travail entre la société Arcelor Mittal Steel d'Annaba et sa clientèle. Ambiguïtés serait peu dire. En fait, les accusations de blocage des entreprises algériennes et privées spécialisées dans la transformation des produits sidérurgiques ont été et ne peut plus claires. Elles ont été exprimées en présence de Bernard Bousquet, directeur général de la société franco-indienne de sidérurgie Arcelor Mittal Steel.

Les transformateurs et autres revendeurs, venus en nombre, n'ont pas hésité, en effet, à pointer du doigt, le monopole de cette société sur la production et la commercialisation des produits sidérurgiques. «Bien que toutes les conditions posées par votre service commercial aient été respectées, y compris l'obligation de payer à la commande et de nous déplacer jusqu'à Skikda pour récupérer les factures, nos commandes ne sont pas satisfaites. Nous avons comme l'impression que Arcelor Mittal Steel se sert du monopole qu'elle détient sur les produits sidérurgiques en Algérie, pour faire couler les entreprises algériennes.» La déclaration est du P-dg d'une des trois filiales (est-centre-ouest) du groupe Trifilest. Elle dénote comme un ras-le-bol difficilement contenu des clients face à des pratiques commerciales à forts relents de corruption. D'autres opérateurs économiques ont abondé dans le même sens.

C'est dire toute l'importance de la présence à cette réunion du représentant en Algérie du groupe Mittal Steel. Il paraissait découvrir ce qui se passait réellement dans sa structure commerciale. «Je découvre. Nous devons améliorer notre prestation de service aux clients. L'objectif de notre groupe est de développer l'impact des entreprises locales sur lesquelles s'appuie Arcelor Mittal Steel pour activer», s'est-il limité à dire à l'écoute des problèmes de facturation et autres. Les débats sont allés bien au-delà des accusations et simples relations de travail. Prenant note, via un de ses assistants, à la fois sur la technique de travail, la gestion des stocks et stoppant au moment même où elles s'expriment toutes les velléités de contradiction, Bousquet n'a pas négocié. Il n'a pas aussi discuté et encore moins proposé des solutions. A peine s'est-il engagé à revoir la manière de réorienter sa clientèle du dépôt de Skikda vers celui de Pont Bouchet d'Annaba.

Les participants à cette réunion n'ont pas raté l'occasion d'exprimer leur méfiance excessive dans les relations privilégiées qu'entretient la direction commerciale d'Arcelor Mittal Steel avec de faux transformateurs. Ces mêmes participants (transformateurs et revendeurs) ont estimé que leurs rapports avec le représentant du leader mondial de l'acier en Algérie sont très aléatoires.

«L'incident survenu le 2 janvier 2008 sur un de nos convertisseurs est à l'origine de la baisse de la production. Donc, de notre impossibilité à satisfaire toutes les commandes. Quant à la hausse des prix de nos produits, elle obéit à des facteurs externes.

Le convertisseur à l'arrêt a été remis en exploitation aujourd'hui même. Mieux, nous avons investi 25 millions de dollars pour 6 convertisseurs», explique le patron d'Arcelor Mittal Steel Algérie. Il a, par ailleurs, parlé de la mise à concrétisation de 12 projets pour 11 millions de dollars destinés à la préservation de l'environnement. «Nous nous préparons à ouvrir un centre de formation à l'intérieur même de l'enceinte du complexe», a-t-il ajouté.

A. Djabali